

L'Illusion de la liberté : Des droits durablement acquis à la répression au nom de la loyauté géopolitique

« L'illusion de la liberté continuera tant que ce sera rentable de maintenir l'illusion. Au moment où l'illusion deviendra trop coûteuse à entretenir, ils abaisseront simplement les décors, ils tireront les rideaux, ils déplaceront les tables et les chaises pour les écarter et vous verrez le mur de briques au fond du théâtre. »

Ces mots, attribués au musicien iconoclaste et critique social Frank Zappa à la fin des années 1970, capturent un profond cynisme quant à la fragilité des libertés démocratiques. La métaphore de Zappa suggère que les attributs de la liberté — liberté d'expression, de réunion et de protestation — ne sont pas inhérents ni éternels, mais des éléments performatifs entretenus par ceux au pouvoir tant qu'ils servent des intérêts plus larges de contrôle, de profit ou de stabilité. Lorsque la dissidence menace ces fondements, la façade s'effondre, révélant des mécanismes autoritaires en dessous. Dans le contexte de la crise ongoing à Gaza et de ses répercussions à travers les démocraties occidentales, l'intuition de Zappa semble étrangement prémonitoire. Cet essai explore comment les droits humains, loin d'être des dons bienveillants d'États éclairés, ont été forgés au fil de siècles de luttes brutales ; comment des nations occidentales comme l'Allemagne, le Royaume-Uni, les États-Unis, la France, les Pays-Bas et le Canada ont de plus en plus suspendu ou abandonné ces droits pour étouffer l'activisme pro-palestinien ; comment cette répression domestique fait écho au traitement des Palestiniens en Cisjordanie occupée ; et enfin, comment le conflit à Gaza a mis à nu la priorisation par les gouvernements et médias occidentaux d'un soutien inébranlable à Israël — exemplifié par la doctrine allemande de *Staatsräson* — au détriment des droits fondamentaux de leurs propres citoyens.

Les fondations forgées : Une histoire des droits humains à travers la lutte et le sacrifice

Les droits humains, tels que nous les comprenons aujourd'hui dans les démocraties occidentales, ne sont pas des idéaux abstraits octroyés par des dirigeants magnanimes, mais les legs marqués de cicatrices de batailles incessantes contre la tyrannie, l'inégalité et l'oppression. Leur évolution remonte à des millénaires, mais le cadre moderne est issu d'un tissu d'éveils philosophiques, de révolutions et de mouvements populaires qui ont forcé des concessions à des pouvoirs réticents. L'un des premiers jalons souvent cités est le Cylinder de Cyrus de 539 av. J.-C., un artefact persan ancien inscrit d'édits promouvant la tolérance religieuse et l'abolition de l'esclavage dans les territoires conquis, bien que son interprétation comme une « charte des droits humains » soit débattue parmi les historiens. Cet

artefact symbolise une reconnaissance précoce que les droits pouvaient être universels, et non de simples priviléges pour l'élite.

En Europe médiévale, la Magna Carta de 1215 a marqué une confrontation décisive entre les barons anglais et le roi Jean, établissant des principes comme le dû process et des limites au pouvoir royal arbitraire — principes arrachés par la rébellion armée et la négociation plutôt que par la grâce royale. Les périodes de la Renaissance et des Lumières ont amplifié ces idées, avec des penseurs comme John Locke, Jean-Jacques Rousseau et Voltaire articulant des droits naturels à la vie, à la liberté et à la propriété comme inhérents à l'humanité, défiant les monarchies de droit divin. Ces philosophies ont alimenté la Révolution américaine (1775–1783) et la Révolution française (1789–1799), où colons et citoyens se sont soulevés contre l'exploitation coloniale et l'absolutisme. La Déclaration d'indépendance des États-Unis (1776) a proclamé des « droits inaliénables », tandis que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de France (1789) a consacré l'égalité et la liberté d'expression — documents nés du sang, des guillotines et du renversement d'empires.

Pourtant, ces victoires précoces étaient incomplètes, excluant souvent les femmes, les personnes asservies et les populations indigènes. Le XIXe siècle a vu des mouvements abolitionnistes, tels que la lutte transatlantique contre l'esclavage menée par des figures comme Frederick Douglass et Harriet Tubman aux États-Unis, aboutissant à la guerre de Sécession (1861–1865) et au 13e amendement. Les suffragettes au Royaume-Uni et aux États-Unis, endurant arrestations, gavage forcé et mépris public, ont obtenu le droit de vote des femmes à travers des campagnes comme la Convention de Seneca Falls (1848) et la Procession pour le suffrage féminin de 1913, menant au 19e amendement (1920) aux États-Unis et au suffrage partiel au Royaume-Uni (1918). Le XXe siècle a intensifié ces luttes au milieu de guerres mondiales et de décolonisation. Les horreurs de la Seconde Guerre mondiale et de l'Holocauste ont conduit à la Déclaration universelle des droits de l'homme (UDHR) en 1948, rédigée sous la direction d'Eleanor Roosevelt aux Nations unies, qui a codifié les libertés d'expression, de réunion et de protection contre l'arrestation arbitraire. Ce n'était pas un don d'en haut ; cela reflétait les mouvements de résistance antifasciste à travers l'Europe, où partisans et civils ont combattu l'occupation nazie à un coût immense.

Les ères d'après-guerre ont vu des mouvements pour les droits civiques confronter le racisme systémique : les campagnes non violentes de Martin Luther King Jr. aux États-Unis ont affronté chiens policiers, lances à incendie et assassinats, aboutissant au Civil Rights Act (1964) et au Voting Rights Act (1965). En Europe, grèves ouvrières, soulèvements anticoloniaux en Algérie et en Inde, et révoltes étudiantes comme celles de Mai 1968 en France ont élargi les droits sociaux et économiques, influençant le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966). Plus récemment, les droits LGBTQ+ ont été avancés à travers les émeutes de Stonewall (1969) et l'activisme contre le sida, tandis que des mouvements indigènes comme ceux de Standing Rock (2016) mettent en lumière des luttes ongoing contre les violations des droits environnementaux et fonciers. Tout au long, ces droits n'ont pas été « donnés » mais arrachés par le sacrifice — grèves, marches, boycotts et parfois résistance armée — nous rappelant que les libertés sont des concessions du pouvoir, révocables quand elles deviennent gênantes.

L'érosion des droits : La répression par les démocraties occidentales de la dissidence pro-palestinienne

Dans une ironie flagrante, les nations mêmes qui défendent ces droits durement acquis ont, ces dernières années, suspendu ou abandonné ces droits de manière effective pour faire taire les critiques des politiques israéliennes, particulièrement au milieu du conflit à Gaza qui s'est intensifié depuis octobre 2023. Cette répression, documentée par des organisations de droits humains, se manifeste par un policing excessif, un surcroît légal et la conflation de la protestation légitime avec l'extrémisme ou l'antisémitisme, révélant comment les libertés sont conditionnelles à l'alignement sur les intérêts d'État.

L'Allemagne illustre cette tendance, où les autorités ont imposé des interdictions générales de manifestations pro-palestiniennes, menant à des répressions violentes. En 2025, des experts de l'ONU ont condamné le « schéma persistant de violence policière et de suppression » en Allemagne, citant des arrestations arbitraires, des agressions physiques sur des manifestants pacifiques et la criminalisation de slogans comme « Du fleuve à la mer ». Un tribunal de Berlin a jugé en novembre 2025 que la fermeture d'une conférence pro-palestinienne en avril était illégale, pourtant de telles interventions persistent, incluant expulsions et coupes de financements pour des groupes solidaires. Le Parti de gauche a appelé à mettre fin à cette « répression », faisant écho aux avertissements d'Amnesty International sur une dérive autoritaire.

Le Royaume-Uni a étendu les pouvoirs antiterroristes sous des lois comme le Public Order Act (2023), entraînant plus de 9 700 arrestations pour des publications « offensantes » sur les réseaux sociaux en 2024 seulement, beaucoup liées à la défense de la Palestine. Les protestations font face à des détentions massives, avec des centaines d'arrestations lors de marches pro-palestiniennes utilisant des accusations de terrorisme contre des groupes comme Palestine Action. Human Rights Watch et Big Brother Watch dénoncent cela comme un étouffement de la liberté d'expression, priorisant l'ordre sur les droits acquis par des luttes historiques comme le massacre de Peterloo.

Aux États-Unis, plus de 3 000 arrestations ont eu lieu lors d'encampements sur les campus de 2023 à 2025, avec la police utilisant des irritants chimiques et des menaces d'expulsion. Des États comme la Floride équivalent l'antisionisme à l'antisémitisme, enquêtant sur des groupes et interdisant la participation au BDS dans les contrats, armant les lois contre la liberté académique.

La France a dissous des collectifs comme Urgence Palestine sous prétextes antiterroristes, avec plus de 500 détentions lors de rassemblements et de nouveaux projets de loi criminalisant l'« apologie du terrorisme » ou la négation de l'existence d'Israël. Amnesty critique ces mesures comme des suppressions larges, faisant écho à l'histoire de l'État de répression de la dissidence depuis l'époque de la guerre d'Algérie.

Les Pays-Bas, après la violence à Amsterdam en 2024, ont proposé de retirer les passeports à des individus « antisémites » — souvent un code pour les critiques de Gaza — et

d'interdire des groupes comme Samidoun. Une nouvelle taskforce a mené à des interdictions de protestations, miroir de la dérive allemande.

Au Canada, des règlements municipaux dans des villes comme Toronto restreignent les sites de protestation, avec des répressions universitaires et des poussées fédérales pour interdire des groupes « extrémistes », violant la Charte canadienne des droits et libertés. Ces actions, selon la FIDH, représentent une « attaque soutenue » sur le droit de manifester à travers l'Occident.

Parallèles d'oppression : Les citoyens occidentaux faisant écho au sort des Palestiniens en Cisjordanie

Cette répression domestique traite de plus en plus les citoyens occidentaux — particulièrement ceux dans les mouvements pro-palestiniennes — comme des « autres » internes, les soumettant à une surveillance, une violence et des détentions arbitraires qui parallélisent les expériences des Palestiniens en Cisjordanie occupée. Là-bas, la violence des colons et les excès militaires ont dramatiquement escaladé en 2025, créant un régime de terreur que les manifestants occidentaux entrevoient maintenant en microcosme.

En Cisjordanie, les colons israéliens, souvent soutenus par l'armée, perpétuent des attaques sur les maisons et terres palestiniennes, incluant passages à tabac, incendies et saisies de terres, avec une violence à son plus haut niveau historique. Le rapport de Human Rights Watch de 2025 documente des déplacements forcés par « la violence et la peur de la violence », avec l'armée expulsant des communautés en utilisant la force létale et échouant à prévenir les assaults des colons. Les arrestations arbitraires aux checkpoints sont routinières : les Palestiniens subissent humiliation, passages à tabac et détention indéfinie sans charge, sous un système juridique dual où les colons jouissent d'impunité tandis que les Palestiniens endurent des tribunaux militaires. Les rapports de l'OCHA détaillent des raids dévastateurs, de la torture en prison et des restrictions de mouvement qui érodent la vie quotidienne, avec plus de 500 Palestiniens tués par les forces ou colons en 2025 seulement.

Les citoyens occidentaux protestant contre ces injustices font face à des tactiques analogues : des checkpoints policiers lors de manifestations mènent à des arrêts et fouilles arbitraires ; des activistes non violents endurent passages à tabac et armes chimiques, akin aux collaborations colons-militaires. En Allemagne et aux États-Unis, doxxing et menaces d'expulsion font miroir aux expulsions en Cisjordanie, tandis que les interdictions britanniques et françaises de rassemblements font écho aux refus d'accès aux terres. Cette convergence souligne une oppression globalisée : alors que les Palestiniens résistent au colonialisme de peuplement, les dissidents occidentaux défient la complicité en cela, pour ne rencontrer que la violence d'État qui les traite comme des menaces à l'ordre même.

Boucler la boucle : L'exposition par Gaza des priorités occidentales et la fragilité des droits

Le conflit à Gaza, avec son bilan dévastateur — des dizaines de milliers de morts et une destruction généralisée — a finalement exposé comment les gouvernements et médias occidentaux priorisent les alliances géopolitiques avec Israël sur les droits que leurs citoyens ont lutté pour obtenir. La *Staatsräson* allemande — sa doctrine de « raison d'État » encadrant la sécurité d'Israël comme non négociable en raison de l'expiation de l'Holocauste — l'exemplifie, justifiant la répression des voix pro-palestiniennes comme protection contre l'antisémitisme, même si des experts de l'ONU la dénoncent comme discriminatoire. Des dynamiques similaires prévalent ailleurs : l'aide annuelle de 3,8 milliards de dollars des États-Unis à Israël l'emporte sur les préoccupations domestiques de liberté d'expression, tandis que les politiques britanniques et françaises s'alignent sur les positions de l'OTAN et de l'UE favorisant Israël.

Le biais médiatique amplifie cela : une analyse de 2025 du Media Bias Meter sur 54 449 articles a trouvé que les médias occidentaux mentionnaient « Israël » de manière bien plus sympathique que « Palestine », priorisant les narratifs israéliens et minimisant la souffrance palestinienne. Des études révèlent des biais systématiques, comme le cadrage passif des morts palestiniennes tandis que les victimes israéliennes sont humanisées, faisant écho aux priorisations d'intérêts occidentaux de l'ère de la Guerre froide. Alors que les réseaux sociaux contrebalaient cela avec des images non filtrées de Gaza, les échecs des médias mainstream — accusés de « blanchiment » par Al Jazeera — révèlent une complémentarité dans le maintien de « l'illusion ».

Le mur de briques de Zappa émerge ici : quand des libertés comme l'expression, la protestation et les boycotts défient le soutien à Israël, elles sont jugées « trop coûteuses » à maintenir. L'exposition par Gaza force un règlement de comptes — les citoyens reclameront-ils les droits que leurs ancêtres ont combattu pour obtenir, ou permettront-ils aux décors de tomber, révélant la permanence de l'autoritarisme ? La réponse réside dans une lutte renouvelée, de peur que l'illusion devienne irrécupérable.

Références

- Amnesty International. « Allemagne : Les autorités doivent mettre fin à la répression de la solidarité avec la Palestine. » Amnesty International, octobre 2025.
- Arab Center Washington DC. « Réprimer la défense de la Palestine en Occident : Tendances et contre-mesures. » Arab Center Washington DC, 2025.
- BC Civil Liberties Association. « Règlements municipaux restreignant les protestations dans les villes canadiennes. » Rapports BCCLA, 2024–2025.
- Canadian Dimension. « Répressions policières des encampements universitaires : Une violation des libertés fondamentales. » Canadian Dimension, mai 2025.
- FIDH (Fédération internationale pour les droits humains). « L'attaque soutenue des démocraties occidentales sur le droit de manifester en solidarité avec la Palestine. » Rapport FIDH, 2025.
- Human Rights Watch. « États-Unis : Répression des protestations sur les campus. » Human Rights Watch, 2025.
- Human Rights Watch. « Cisjordanie : Forces israéliennes et colons escaladent la violence et les déplacements forcés. » Rapport Human Rights Watch, 2025.

- International Civil Liberties Monitoring Group. « Répression systémique de l'activisme pro-palestinien au Canada. » ICLMG, 2025.
- Media Bias Meter. « Analyse de la couverture médiatique occidentale du conflit Israël-Palestine, 2023–2025. » Étude Media Bias Meter, 2025.
- Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR). « Experts de l'ONU alarmés par le schéma persistant de violence policière et de suppression de la solidarité avec la Palestine en Allemagne. » Déclaration OHCHR, 16 octobre 2025.
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA). « Cis-jordanie : Rapport sur la protection des civils. » OCHA, 2025.
- Zappa, Frank. Citation d'interview largement attribuée dans des collections de ses déclarations sur le gouvernement et la liberté, circa années 1970–1980.